l'assistance*. Mais surtout, il s'agit de contenir les Soviétiques d'une manière autrement plus subtile que ne l'a fait Truman dans son discours au Congrès.

Tout a changé par rapport à l'énoncé de la doctrine Truman. Le cadre d'abord. Ce n'est pas dans une institution politique — le Congrès — mais sur un campus universitaire — que le discours de Marshall a lieu. Le ton ensuite: point de critique, pas question de partage, mais d'ouverture et de rassemblement: c'est à l'Europe tout entière que s'adresse l'Amérique. Le contenu enfin: plus question d'aide et d'assistance, mais de collaboration et d'échange. Et pardessus tout, une vision du monde qui se veut avant tout humanitaire, généreuse, fraternelle.

La nomination de George Marshall à la tête du Département d'Etat marque en soi le tournant de la diplomatie américaine face à l'URSS que le choix d'un militaire à la direction de la politique étrangère avait déjà laissé présager. Rentrant d'une mission en Chine où la proche victoire des communistes évoque forcément pour lui la volonté d'expansion du Kremlin, Marshall est convaincu que la prochaine cible sera l'Europe occidentale. Il a encore été conforté dans cette idée lors de son séjour à Moscou en avril 1947. Un tête-à-tête avec Staline, le 18 avril, aurait été décisif: il a compris que les Etats-Unis doivent agir au plus vite. Staline lui a parlé alors des vertus de la patience et du compromis, de l'attente et de l'optimisme. C'était assez pour que Marshall décèle chez le maître du Kremlin une force appuyée par la conviction d'avoir le temps pour soi. « Nous avons tout le

Le 5 juin 1947, sur le campus de l'Université de Harvard, face à un auditoire d'étudiants, lors de la remise des diplômes, George Marshall explique son projet. Afin de sortir l'Europe du chaos, de la détresse, de la misère, les Etats-Unis sont décidés à agir. Ils veulent rendre l'Europe responsable, et pour cela l'inciteront à reconstruire, à se ressaisir, à revivre. L'appel s'adresse à toutes les nations européennes; donc, implicitement, à l'URSS également. «Notre action n'est dirigée contre aucun pays, ni contre aucune doctrine, mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos. Ses buts doivent être la renaissance d'une économie saine dans le monde pour permettre l'établissement de conditions politiques et sociales propices aux libres institutions. Une telle assistance ne doit pas être fournie par bribes, au fur et à mesure qu'éclatent les crises : les secours que notre gouvernement peut être appelé à fournir dans l'avenir ne doivent pas être de simples palliatifs, mais amener une véritable guérison. Tout gouvernement qui sera disposé à nous aider dans cette tâche de relèvement trouvera les dirigeants des Etats-Unis pleinement disposés à collaborer avec lui. » Malgré la volonté de sortir du politique, une toute petite flèche à l'intention des communistes, toutes tendances confondues: «Les gouvernements, les partis et les groupes politiques qui cherchent à perpétuer la misère humaine pour en tirer profit sur le plan politique ou sur les autres plans se heurteront à l'opposition des Etats-Unis. »

Le dessein est grandiose; le défi, à la taille de la plus grande puissance du monde. L'Europe ne sera donc pas assistée, elle agira d'elle-même et ensemble : «Il ne serait ni opportun, ni efficace, que nous nous chargions d'élaborer de

temps, a dit le généralissime, de nous mettre d'accord la prochaine fois, ou bien la suivante... »². Ignorant la place et le sens du temps dans la psychologie russe, Marshall donne à cette déclaration une interprétation éminemment politique. Elle sera le déclencheur de son plan.

Bien avant le plan Marshall, les Etats-Unis avaient aidé l'Europe: de 1945 à 1947, ils lui avaient prêté 12 milliards de dollars dont 2 à la France. Pour un aperçu de l'aide américaine à l'Europe durant cette période, cf. J.-B. Duroselle, Le Monde déchiré, Paris, éd. Richelieu, 1970, tome I, pp. 38-41.

façon unilatérale un programme destiné à remettre l'Europe sur pied dans le domaine économique. C'est là une tâche qui revient aux Européens »³.

Le relèvement de l'Europe est traité comme un tout indivisible : les nations européennes devaient résoudre les problèmes économiques en commun. D'ailleurs Marshall saisit les réels et profonds problèmes de l'Europe : «Les besoins de l'Europe pendant les trois ou quatre prochaines années en vivres et autres produits essentiels importés de l'étranger, notamment de l'Amérique, sont tellement plus grands que sa capacité actuelle de paiement, qu'elle devra recevoir une aide supplémentaire très importante ou bien s'exposer à une dislocation économique, sociale et politique très grave. »

Et parmi ces Européens, c'est à l'Angleterre et à la France qu'incombe la tâche de réunir une conférence de toutes les nations européennes, Espagne exceptée, afin de mettre en place le plan Marshall.

Sur-le-champ, seize pays d'Europe occidentale acceptent l'offre américaine: l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'URSS, dans un premier temps, hésite, mais un nombre important de pays de l'Est veulent bénéficier du plan. En fait, toutes les nations ont besoin de cette offre, généreuse dans sa forme, efficace dans son contenu. Tous les pays, les vainqueurs comme les vaincus, sont ruinés par la guerre - sauf les Etats-Unis. Tous ont besoin de vivres, de machines, d'outils, de matières premières. Seuls les Etats-Unis sont à même de les aider. « Nous en rêvions, cela aurait été tellement salutaire pour nous», me confiera en mai 1973, à Budapest, un des anciens plus proches collaborateurs de M. Rakosi. Deux pays devenus démocraties populaires s'avancent déjà : la Tchécoslovaquie et la Pologne. D'autres attendent, observant avec attention les prises de position soviétiques. Pour l'heure, elle ne donne

pas encore des consignes. L'aspect éminemment politique de l'entreprise américaine, au-delà des formulations a priori plutôt économiques, n'échappe pourtant guère à l'establishment soviétique.

Les conditions pour pouvoir y participer et en bénéficier sont posées de telle façon qu'elles rendent en effet difficile, voire impossible, la participation soviétique. Comme le précise John Lewis Gaddis, «les diplomates américains n'ont jamais vraiment séparé les considérations politiques de la question du financement de la reconstruction de l'Union soviétique dans l'après-guerre. L'ambassadeur Harriman a toujours envisagé l'aide à la Russie comme "un de nos principaux leviers pour influencer une action politique conforme à nos principes" » *.

Les pressions exercées par le Département d'Etat pour que les communistes quittent les gouvernements des pays censés bénéficier du plan donnent un avant-goût de ses réel-

^{*} John Lewis Gaddis, op cit., p. 189. Les sources soviétiques confirment cette analyse. «Le gouvernement soviétique percevait parfaitement le sens de cette nouvelle initiative américaine. Il savait mieux que quiconque ce que valaient les affirmations du gouvernement des Etats-Unis quant à son désir d'aider au relèvement des pays victimes de la guerre. L'Union soviétique qui avait été l'alliée des Etats-Unis dans la lutte contre l'ennemi commun, qui avait assuré le plus lourd fardeau de cette lutte et consenti les plus lourds sacrifices au nom de la victoire commune, s'était déjà adressée à ce sujet aux Etats-Unis qui non seulement n'avaient pas souffert de la guerre mais s'étaient enrichis pendant cette période. Il ne fut pas donné suite ni aux demandes de crédits à long terme, faites par le gouvernement soviétique pour des commandes de marchandises et d'équipements industriels aux Etats-Unis, ni à des propositions de développer la coopération économique entre les deux pays à des conditions (...) mutuellement avantageuses, ni aux multiples autres démarches dans ce sens du gouvernement soviétique auprès du gouvernement U.S., faites au cours de 1945, 1946 et au printemps de 1947... » Cf. B. Ponomarev, A. Gromyko. V. Khvostov, op. cit., tome II, pp. 211-212.

les implications. Le plan Marshall n'est dirigé explicitement contre aucun pays, mais les «faucons» — James Forrestal, Dean Acheson, notamment — ne cachent pas qu'il ne concernera que les pays qui auront su préserver leurs institutions démocratiques contre les pressions totalitaires.

Quant à Marshall lui-même, voulait-il vraiment inclure l'URSS dans son plan? Il resta très ambigu à ce sujet. Dans son journal, James Forrestal note le 28 juin : «Il ne faut pas oublier que le grand but de Marshall, c'est de s'assurer si la collaboration avec la Russie est possible ou non, et de démontrer au monde entier, ainsi qu'à notre propre pays, que nous avons tout fait pour obtenir cette collaboration. Ainsi nous serons soutenus ensuite par l'opinion publique dans la politique que nous jugerons nécessaire d'adopter, quelle qu'elle soit »4. Il ne fallait surtout pas que les Etats-Unis soient accusés d'avoir cassé les premiers l'Europe. Il est à noter, qu'au moment où le plan Marshall est lancé, il n'a aucun impact sur l'opinion publique américaine. La presse lui fera un pâle écho, l'homme de la rue ne se sent pas concerné. Par contre, les milieux d'affaires réagissent favorablement et les Eglises participent à toutes les campagnes en faveur de l'aide à l'Europe, de même que les organisations féministes. Un million de signatures au bas d'une pétition adressée au Congrès illustre cette force de pression américaine en faveur du plan Marshall.

La réunion de Paris de juin-juillet 1947, qui rassemble les représentants des pays intéressés, y compris l'URSS, en vue d'établir les modalités d'application du plan Marshall, prend en ce qui concerne l'Est européen un caractère formel. Dominique Desanti s'interroge avec justesse: et si l'URSS avait accepté le plan en le lisant au premier degré⁵? Encore un si avec lequel il est bien difficile de refaire l'histoire. Il est certain cependant que si l'URSS et les pays de l'Europe orientale avaient vraiment pu bénéficier du plan Marshall, l'Europe aurait fait l'économie de sa coupure et

les pays de l'Est n'auraient pas connu la détresse qui fut leur lot durant les années cinquante.

Mais les Soviétiques, quels que soient leurs besoins, ne peuvent accepter le droit de contrôle américain sur leur économie et sur leur manière de concevoir leur développement. De même, la reconstruction des démocraties populaires, et surtout celle de l'Allemagne par le biais du plan Marshall, leur semble entraîner ces pays dans la mouvance capitaliste, avec ce que cela comporte d'implications politiques. La façon dont le plan Marshall est conçu donne en effet aux Etats-Unis un droit de contrôle sur leur économie, qui peut par là éloigner ces pays de l'URSS.

D'entrée de jeu, les Soviétiques ont saisi les pièges qui se cachaient derrière l'offre américaine, aussi alléchante fût-elle pour eux-mêmes. Ils ont également compris que leur participation n'était pas vraiment souhaitée, conscients en même temps qu'en la refusant d'emblée, ils risquaient de se faire eux aussi accuser de casser l'Europe.

En fait, la cassure était inévitable mais aucun des principaux protagonistes ne voulait en assumer la responsabilité. Les commentaires de Vincent Auriol illustrent par exemple à quel point la France se voulait à ce moment précis audessus de la mêlée. Le président français appréhende avec clairvoyance l'évolution en cours : « Visiblement l'URSS avait été invitée dans l'espoir qu'elle déclinerait l'invitation, ce qu'i permettrait ensuite de l'accuser de ne pas vouloir contribuer à la réception de l'aide américaine pour l'Europe » 6. D'ailleurs considéré comme un partenaire de seconde zone, le gouvernement soviétique n'a guère été informé du montant de l'aide américaine. Une fois à Paris, Molotov doit demander tout d'abord à connaître les modalités exactes de l'offre des Etats-Unis qui n'ont pas été notifiées à son gouvernement.

Ayant fondé leur aide sur une connaissance des besoins de chaque pays, mais leur demandant de fournir aux Etats-